

REPUBLICA DU CONGO

MINISTERE DES AFFAIRES PUBLIQUES
DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
PROVINCIALE

DIRECTORAT GENERAL DES FONCTIONNAIRES
MINISTERE DES AFFAIRES PUBLIQUES

93-304 bis du 21 Juin 1992
Decret n° 93-304 bis du 21 Juin 1992
portant verseront, indépendamment de
la fonction de l'heureur ~~MINISTÈRE~~ (jeton
polis) ottiene des aux les cadres de
la catégorie II les services de administratifs et financiers
et l'administration générale

LE PREMIER MINISTRE, CHIEF DU GOUVERNEMENT,

(/ à la constitution au 15 mars 1992 ;
(/ u la loi n° 021/92 du 14 novembre 1989, portant refonte du statut général de la fonction publique ;

(/ u le décret n° 564/93 du 31 janvier 1990 fixant les conditions d'intégration dans les catégories B, C, D, E, (actuellement A, B, C, D) des fonctionnaires ;

(/ u le décret n° 624/130/rg du 9 mai 1962, fixant le régime des remunerations des fonctionnaires ;

(/ u le décret n° 624/198/rg du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

(/ u le décret n° 674/50/TP-BG du 24 Février 1967 réglementant la mise d'effet du point de vue du 1er octobre des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrières administratives et reclassements notamment en son article 1er § 2;

(/ u le décret n° 71-467 du 26 juillet 1971 modifiant le tableau hiérarchique des cadres de la catégorie A des S.P. en ce qui concerne les contributions directes l'enregistrement et le presse, abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 7, 9, 10, 13, 15, 16, 21 et 22 du décret n° 624/26 du 29/12/1962.

(/ u le décret n° 734/13 du 24/4/1973 fixant les modalités de changement et spécificité applicables aux fonctionnaires de la République populaire du Congo.

(/ u le décret n° 744/70 du 31 décembre 1974, abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 624/198/rg du 5 juillet 1962, fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

(/ u le décret n° 854/260 du 5 juillet 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et revisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

(/ u le décret n° 854/1068 du 10 septembre 1985, modifiant l'article 2 du décret n° 854/630 du 27 novembre 1980 portant échelonnements des agents de l'Etat ;

(/ u le décret n° 904/20/ du 30 Juin 1990, relatif aux effets financiers des avancements, des reclassements, des revisions des situations administratives et des titularisations ;

(/ u le décret n° 924/975 du 05 décembre 1992, portant nomination du premier ministre, chef du gouvernement ;

(/ u le décret n° 924/978 du 25 décembre 1992 portant nomination des membres du gouvernement ;

(/ u le décret n° 924/979 du 25 décembre 1992, portant organisation des intérim des Membres du Gouvernement ;

(/ u l'arrêté n° 2867/rg du 21 juin 1958 fixant le règlement pour la solde des fonctionnements ;

(/ u l'arrêté n° 3949/TP-BG/DGMP/DCS/SAV du 28 décembre 1991 portant promotion à trente (30) mois et à trois (3) mois au titre de l'année 1990 de certains fonctionnaires des catégories de la catégorie II, hiérarchie

II

.../...

NB *SF*
des Services Administratifs et Financiers SAF (Administration Générale) en tête MFOURGA (Alphonse) ;

(/u l'arrêté n° 1235/MJFP.DGPCE.SSC du 15 Juillet 1992 autorisant certains fonctionnaires et agents contractuels déclarés définitivement admis au concours professionnel à suivre un stage de formation à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature de Brazzaville en tête MBASSILA-SITA (Louise) (Régularisation))

(/u l'arrêté n° 3322/MENSTJS/CA du 29 Août 1992, portant désignation des élèves admis au cours d'Entrée à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature, au département des carrières Financières, cycles Supérieur et Moyen Supérieur (Filières : Budget-Douanes-Impots-Trésor) session d'Octobre 1989 ;

(/u la lettre n° 1065/DGI.DAG.SP. du 12 Octobre 1992 du Directeur Générale des Impôts au Ministère des Finances transmettant le dossier de l'intéressé.

~~SECRET~~ SECRET:

ARTICLE 1er. En application des dispositions combinées des décrets n° 71-247 du 26 Juillet 1991 et 73-143 du 24 Avril 1973 susvisés, Monsieur MILANDOU (Jean Félix), Attaché des SAF de 3^e échelon, indice 750 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers - SAF - (Administration Générale) en Service à Brazzaville titulaire du Diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM), filière Impôts, délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville est versé dans le cadre des contributions directes, reclassé à la catégorie A, hiérarchie I et nommé Inspecteur des Impôts de 1^e échelon, indice 790 ACC = néant.

ARTICLE 2. Le présent décret qui prendra effet tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté pour compter du 21 Février 1992, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera enregistré, publié au JORG et communiqué partout où besoin sera.

BRAZZAVILLE, le 21 Juin 1993

Par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement,

Le Ministre de la Fonction Publique et des Réformes Administratives,

Akoya
- Jean Prosper K O Y O.-

DACMS
- Claude Antoine DA COSTA.-

AMPLIATIONS :

JORG.....	1	DGFC.....	3	SGG/BC.....	2
DGFP/DGCA.....	2	MEF.DAF.....	2		
DGFP/DEC.....	1	DOSSIER.....	3		
D.G.B.....	1	INTERESSE.....	1		

S